

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Zone euro

L'inflation à un niveau record en novembre tirée par l'énergie

Le taux d'inflation dans la zone euro a atteint un niveau record en novembre, à 4,9% sur un an, toujours propulsé par des prix ... • (Page 08)

Football

La Juventus fera «la lumière» sur les transferts contestés

La Juventus est «convaincue de pouvoir faire ... • (Page 08)



Industrialisation / Transformation économique

• (Page 03)

Partage d'expériences entre le Togo et le Gabon



Liquidation des marchandises

• (Page 05)

L'OTR annonce deux opérations de ventes aux enchères

Organisation mondiale du tourisme

Participation du Togo à la 24ème Assemblée Générale de l'OMT

Le Ministère de la culture et du tourisme du Togo représenté par une délégation... • (Page 04)

Les Rencontres Africa 2021

La fintech SEMOA apporte des innovations à l'écosystème tech

La septième édition des 'Rencontres Africa' bat son plein à Lomé. Une délégation de la fintech togolaise ... • (Page 02)

Financement du développement

Le Cap-Vert accueille la Conférence économique africaine hybride 2021

L'édition 2021 de la Conférence économique africaine qui a débuté le jeudi 2 décembre, devrait donner l'occasion chefs d'État et aux... • (Page 06)

Volontariat

Le CRV Centrale anime sur les opportunités pour la jeunesse

Pour la promotion du volontariat national et son ancrage en région, le CRV- ... • (Page 11)

SETIF - TOGO Sarl - U
 Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
 Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export
 Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP
 (+228) 22 40 40 46
 (+228) 92 06 85 06
 Lomé - TOGO
 togsetif@gmail.com
 www.setifogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Organisation mondiale du tourisme

Participation du Togo à la 24ème Assemblée Générale de l'OMT

Le Ministère de la culture et du tourisme du Togo représenté par une délégation de trois personnes, conduite par Kodjo Esse Kokou Joseph Junior, conseiller juridique du ministre, prend part du 30 novembre au 3 décembre 2021 aux assises de la 24ème Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) à Madrid, en Espagne.



• Nicole ESSO

L'Assemblée Générale est le principal rassemblement de l'OMT qui offre une plateforme permettant aux états membres d'approuver le programme de travail et le budget de l'OMT pour chaque exercice biennal dont le prochain est pour la période 2022-2023. Organisée en plusieurs sessions thématiques et électives, l'Assemblée générale de 2021 entend mettre particulièrement l'accent sur l'importance de l'innovation, de l'éducation et du développement rural, ainsi que sur le rôle du tourisme dans la croissance inclusive, thème de la Journée mondiale du tourisme 2021. Ainsi, pour les premières journées, il a été présenté aux délégués réunis à Madrid le Code international pour la protection des touristes, un instrument juridique historique conçu pour rétablir la confiance auprès des voyages internationaux et les rapports des différentes instances, qui seront renouvelées à cette même session dont entre autres : les bureaux régionaux, le comité mondial d'éthique et le conseil exécutif. Parmi les autres points clés à l'ordre du jour figurent les propositions de réforme du cadre juridique de l'affiliation à l'OMT, la finale de la Ligue des étudiants de l'OMT (UNWTO students

league), la nomination du Secrétaire général de l'OMT pour la période 2022-2025 et la désignation des lauréats du concours des meilleurs villages touristiques de l'OMT « best tourism villages ». Parallèlement, et conformément à l'importance accrue accordée par l'OMT aux communications numériques et à la narration visuelle, les gagnants du concours de vidéos touristiques 2021 de l'OMT, visant à récompenser les vidéos promotionnelles des Etats membres et des Membres affiliés qui mettent en évidence la résilience du secteur et ses contributions aux Objectifs de développement durable (ODD), seront également annoncés. Le Togo participera tout au long de cette 24ème session à des rencontres B to B aux fins de nouer et renforcer des partenariats avec les autres pays membres. Ces rencontres seront l'occasion pour la délégation du Togo de réa-

liser une mission chère au ministre chargé du tourisme, Dr LAMADOKOU Kossi Gbenyo, celle de motiver les acteurs du tourisme international autour des atouts qu'offre notre pays que sont essentiellement : la sécurité, la stabilité, un climat des affaires incitatif et exceptionnel dans la sous-région, l'existence d'un département ministériel consacré à la promotion des investissements, l'existence d'infrastructures de pointe en matière de transport, véritables hubs logistiques tels que le port en eau profonde et un aéroport de classe internationale, en plus des potentialités naturelles et culturelles diversifiées du pays. L'organisation de cette Assemblée générale en présentiel marque officiellement le désir de l'OMT et de ses pays membres de faire à nouveau du secteur du tourisme le fleuron de l'économie internationale malgré la crise sanitaire que subit le monde.



AUX DECIDEURS...

Mettre fin aux pandémies...

La Journée mondiale du sida, qui est célébrée ce 01er décembre 2021, voit la pandémie vieille de 40 ans faire face à une nouvelle série de défis. Le plus gros est le coup que COVID a porté aux progrès dans la lutte contre le VIH et le sida.

La poussée mondiale est de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030. Mais certains objectifs clés sont manqués. En juin de cette année, les Nations Unies ont publié un rapport d'étape, qui montrait qu'aucun des objectifs fixés pour la gestion de la pandémie n'avait été atteint.

Alors pourquoi les gens meurent-ils encore du SIDA et pourquoi les nouvelles infections restent-elles constamment élevées malgré la disponibilité de la prophylaxie pré-exposition, ou PrEP ?

L'un des principaux moteurs de l'épidémie est l'inégalité. Et au cours des deux dernières années, un facteur contributif majeur a été que les ressources énergétiques et de santé ont été aspirées dans la lutte contre le COVID.

Cette année, lors de la Journée mondiale de lutte contre le sida, l'ONUSIDA met l'accent sur l'éradication urgente des inégalités qui alimentent l'épidémie de sida et d'autres pandémies dans le monde.

Sans actions audacieuses contre les inégalités, le monde risque de manquer les cibles pour mettre fin au sida d'ici 2030, un enlèvement de la pandémie de COVID-19, ainsi qu'une crise sociale et économique hors de contrôle.

La menace du VIH plane toujours sur l'humanité 40 ans après le signalement des premiers cas de sida. Aujourd'hui, l'engagement de mettre fin au sida à l'horizon 2030 est en retard. Ce retard n'est pas imputable à un manque de connaissances ou d'outils pour vaincre le sida, mais à des inégalités structurelles qui entravent les solutions efficaces de prévention et de traitement du VIH.

Les inégalités économiques, sociales, culturelles et juridiques doivent prendre fin de toute urgence si nous voulons éradiquer le sida d'ici 2030.

On peut certes avoir l'impression qu'une période de crise n'est pas le bon moment pour donner la priorité à la lutte contre les injustices sociales sous-jacentes, mais la réalité est toutefois criante : nous ne surmonterons pas la crise sans cela.

Lutter contre les inégalités n'est pas une promesse nouvelle, mais l'urgence n'a fait que s'accroître. En 2015, tous les pays ont promis de les réduire au niveau national et international dans le cadre des Objectifs de développement durable.

Par ailleurs, l'éradication des inégalités est au cœur de la Stratégie mondiale contre le sida 2021-2026 : Mettre fin aux inégalités, mettre fin au sida, et au centre de la déclaration politique sur le VIH/sida adoptée lors de la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur le VIH/sida en 2021.

Lutter contre les inégalités est essentiel pour éradiquer le sida, mais aussi pour promouvoir les droits humains des populations clés et des personnes vivant avec le VIH, pour instaurer des sociétés mieux préparées pour vaincre la COVID-19 et d'autres pandémies, mais aussi pour favoriser la reprise et la stabilité économiques. Tenir cette promesse, c'est sauver des millions de vies et améliorer la société dans son entier.

Toutefois, de réelles transformations s'imposent pour mettre fin aux inégalités. Les règles politiques, économiques et sociales doivent protéger les droits de toutes et tous, et prêter une oreille aux besoins des communautés défavorisées et marginalisées.

Nous savons comment vaincre le sida, nous connaissons les inégalités qui entravent les avancées et nous savons comment les combattre. Des politiques de lutte contre les inégalités peuvent être mises en œuvre, mais elles exigent de l'audace de la part de nos responsables.

Les gouvernements doivent désormais passer de l'engagement à l'action. Les gouvernements doivent promouvoir une croissance sociale et économique inclusive. Ils doivent supprimer les lois, les réglementations et les pratiques discriminantes afin de garantir l'égalité des chances et réduire les inégalités. L'heure est venue pour les gouvernements de tenir leurs promesses. Ils doivent agir maintenant et nous devons les placer devant leurs responsabilités.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Industrialisation / Transformation économique

Partage d'expériences entre le Togo et le Gabon

Les expériences du Gabon et du Togo en matière de transformation économique comme exemple de coopération pour le développement Sud Sud. Dans ce cadre une délégation ministérielle gabonaise a visité, mercredi 1er décembre 2021, la plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA).

• Joël YANCLO

Présentation de la maquette et échanges autour des atouts de la plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) étaient au menu de la visite effectuée par la délégation ministérielle gabonaise. L'activité, menée avec le gouvernement togolais, a été organisée en marge prélude au déplacement au Togo du Premier ministre gabonais, Rose Christiane Ossouka Raponda. En effet, la cheffe du gouvernement gabonais est arrivée au Togo, ce jeudi 02 décembre 2021 pour 48 heures de visite de travail. Sur le site de la PIA, les officiels gabonais ont pu apprécier les atouts de l'infrastructure, fortement inspirée du modèle gabonais de Nkok. La PIA, qui a été inaugurée il y a six mois,

poursuit son opérationnalisation, avec l'aménagement des installations clés : port sec, parc à conteneurs, unités de transformation et d'assemblage, etc. Au Gabon la Zone Économique Spéciale (ZES) de Nkok, a été créée en 2010. Elle est le fruit d'un partenariat gagnant-gagnant entre l'État et le partenaire GSEZ. Dans sa gestion quotidienne, la ZES de Nkok est administrée par une Autorité Administrative, mise en place depuis 2012, qui contribue sans arrêt à faire de ce parc industriel l'endroit le plus attractif à l'investissement en Afrique. Avec sa viabilité et son dynamisme, la ZES de Nkok est devenue un modèle de partenariat en Afrique et dans le monde. La réduction de la dépendance au pétrole, l'industrialisation



de tissu économique national, la baisse du chômage des jeunes, l'accroissement des réserves de changes, sont des défis au cœur des exigences de son administration pour répondre chaque jour en facilitant de plus en plus les procédures administratives et en apportant un soutien

multiforme aux entreprises afin d'améliorer la compétitivité des exportations en provenance de la zone. La ZES de Nkok, c'est près de 10.000 emplois, directs et indirects, 96 entreprises présentes provenant de 17 pays. Portée par le groupe ARISE IIP, la Plateforme Industrielle D'Adetikopé

est la première zone économique du Togo. Situé à proximité de la capitale Lomé, le PIA s'étend sur une superficie de 400 Ha, et se compose d'une zone industrielle et logistique intégrée. La proposition de valeur unique pour les investisseurs disponible au sein de la PIA

comprend un cadre juridique et fiscal attractant, une infrastructure partagée et des services publics de classe mondiale, des installations plug-and-play et un accès compétitif aux ressources naturelles du Togo. La plateforme comprendra des composants tels qu'un dépôt de conteneurs intérieur, un terminal de camions, des entrepôts, des bâtiments commerciaux et résidentiels et des terrains industriels dédiés avec un accès à une alimentation électrique, à de l'eau, à un traitement des déchets, à des télécommunications et à d'autres services publics cohérents et fiables. PIA offre également un accès à des entrepôts supplémentaires à proximité de la zone permettant aux industries de disposer d'installations de stockage sécurisées.



Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Chiffres clés	Valeur	Sources
Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Liquidation des marchandises

L'OTR annonce deux opérations de ventes aux enchères

Le Commissaire général de l'Office Togolais des Recettes (OTR), Philippe Kokou Tchodié annonce dans un communiqué rendu public le 22 novembre dernier, des opérations de ventes aux enchères publiques des biens roulants et autres colis et marchandises à Lomé et à Tsévié les 15 et 22 décembre 2021.

● Bernard AFAWOUBO

Dans l'optique de permettre à l'Office Togolais des Recettes (OTR) de liquider 5 voitures, 39 motos, des colis et diverses marchandises, deux opérations de ventes aux enchères sont annoncées par l'Office. C'est à travers un communiqué signé par le commissaire général de l'Office Togolais des Recettes, Philippe Kokou Tchodié en date du 22 novembre 2021. La première opération aura lieu le 15 décembre 2021 à partir de 8h30 min et les jours suivants. Cette opération se déroulera simultanément sur la plateforme aéroportuaire et à la Poste Centrale de Lomé. Quant à la seconde opération, elle aura lieu le 22 décembre à partir de 9h 30 min et jours suivants à la division des Opérations Douanières de la Région Maritime à Tsévié. « La vente sera faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat » indique le communiqué. La participation aux deux ventes est subordonnée au paiement d'une somme de 25000 Fefa



non remboursable contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicateurs, à la Division des Opérations Douanières de la Région Maritime à Tsévié. Selon le commissaire général de l'Office, aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication. De même, les adjudicataires

qui n'auront pas acquitté, avant 17h 30 min le jour de leur achat, le montant des effets qui leur sont adjugés, verront leur adjudication annulée. L'Office Togolais des Recettes rappelle que la participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions ci-dessus énumérées.



Coopération parlementaire

La Présidente de l'Assemblée nationale a échangé avec une délégation du Groupe d'amitié France-Togo

La Présidente de l'Assemblée nationale Yawa Djigbodi Tsègan, a conféré le 1er décembre 2021 au siège du parlement à Lomé, avec une délégation du groupe d'amitié France-Togo conduite par sa présidente Aude Bono-Vandorme. Les échanges ont tourné autour des questions relatives à la coopération et aux bonnes pratiques parlementaires.

● Eyram, AKAKPO

La rencontre a permis d'évoquer plusieurs sujets notamment l'éducation, la santé, la sécurité ainsi que la défense. La présidente de la délégation des parlementaires du groupe d'amitié France-Togo s'est réjouie de l'accueil dont son équipe a bénéficié au Togo et a apprécié surtout le cadre d'accueil. « Je tiens d'abord à dire tout l'honneur que nous avons d'avoir été

reçus par Mme la Présidente de l'Assemblée nationale. Nous avons été chaleureusement accueillis depuis le début de la semaine, et nous sommes vraiment très heureux de pouvoir participer aux échanges et aux gages d'amitié que nous pouvons avoir vis-à-vis de ce beau pays le Togo. Les sujets que nous avons abordés sont des questions parlementaires : santé, sécurité, défense, toutes les thématiques sur lesquelles nous travaillons. Et puis, nous avons convenu



de travailler ensemble pour échanger, pour progresser afin que chacun puisse profiter du bien de notre parlement », a indiqué Aude Bono-Vandorme. La délégation pré-

sente à Lomé depuis le 29 novembre dernier est tombée sous le charme du pays. « C'est un sursaut exceptionnel d'amitié et d'engagement pour la dynamique des relations d'amitié entre nos deux pays. Nous avons la chance d'être hébergés dans un hôtel qui donne une vue exceptionnelle de Lomé, un beau jardin vert. C'est une très belle ville, un beau pays », a-t-elle ajouté. La délégation aura essentiellement des séances

de travail avec les députés togolais en vue du partage des bonnes pratiques parlementaires et du renforcement des liens d'amitié entre les deux parties. Il faut rappeler qu'avant cette rencontre, la présidente de l'Assemblée nationale Yawa Djigbodi Tsègan, avait également échangé avec une délégation de parlementaires du groupe d'amitié Autriche-Afrique subsaharienne conduite par son président Dr. Axel Kas-seger.

Les Rencontres Africa 2021

La fintech SEMOA apporte des innovations à l'écosystème tech

La septième édition des 'Rencontres Africa' bat son plein à Lomé. Une délégation de la fintech togolaise SEMOA conduite par son CEO Edem Adjmagbo, a participé le 30 novembre 2021, à un panel axé sur le thème 'les services digitaux pour accélérer le développement de l'Afrique'.



● Eyram AKAKPO

Le panel a permis à la fintech togolaise de ressortir les problèmes auxquels sont confrontés la digitalisation notamment la qualification et le recyclage des ressources humaines dans le secteur bancaire, les difficultés notoires dans les relations fintech/grands groupes et surtout l'épineux sujet du financement de l'innovation au Togo. La fintech SEMOA a au cours des débats réaffirmé sa volonté et ses capacités à déployer les solutions adéquates et adaptées d'ici la fin de l'année si le contexte est favorable. Elle a par ailleurs proposé à la représentante du ministère en charge du numérique un projet pour le moins, ambitieux mais relativement facile à mettre en œuvre. Il s'agit d'amener

les deux Centre hospitaliers universitaires de Lomé à accepter les paiements digitaux comme mobile money, CB et autres, à partir du 3 janvier 2022. « Pour un réel développement de l'écosystème de la tech togolaise, nous espérons vivement que nos propositions seront entendues et prises en mains par les autorités togolaises, afin d'avancer dans la ligne droite définie par le Premier ministre Victoire Dogbé : afficher une vision une ambition claire du Togo en tant que hub de service régional, et, délivrer des résultats », a laissé entendre Edem Adjmagbo, CEO de SEMOA. Il faut noter que SEMOA est une fintech togolaise à vocation panafricaine qui dessert, non seulement les banques et

institutions financières, mais aussi l'ensemble de leurs clients et prospects. Elle dresse les problématiques de digitalisations sous deux angles. Premièrement, elle offre des services permettant aux entreprises et en particulier aux Banques, Micro-finances, EME, un canal de communication professionnel, innovant et sécurisé via Whatsapp. Elle adresse en deuxième lieu les problématiques de digitalisation des transactions en proposant une plateforme d'encaissements digitaux via Mobile Money, Carte bancaire et comptes bancaires. Cashpay a été ensuite spécialisé pour adresser des problématiques des secteurs de la Santé, de l'hôtellerie/restauration, de commerce de détail et l'évènementiel.

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



AVIS DE RECRUTEMENT

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Etablissement public à caractère international est l'institution spécialisée de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), chargée du financement du développement des Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Son Siège social est sis au 68, Avenue de la Libération, BP 1172 Lomé (Togo), Fax n° (228) 22 21 72 69 / 22 21 52 67, Téléphone : (228) 22 21 42 44 / 22 21 59 06.

Dans le cadre du renforcement de ses effectifs, la Banque recrute

UN (01) RESPONSABLE DU DOMAINE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

Sous l'autorité du Directeur du Département des Infrastructures et de l'Economie Numérique, il (elle) devra contribuer à (i) la formulation et au suivi de la mise en œuvre des politiques favorisant le développement de l'économie numérique au sein des pays de l'UEMOA, (ii) l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de transformation digitale de la Banque.

A – MISSIONS PRINCIPALES

Le (la) Responsable du domaine de l'Economie Numérique aura pour mission de :

- – contribuer à la mise en place d'un cadre politique et réglementaire pour le développement des Télécommunications, de l'Information et de la Communication (TIC) en vue de promouvoir l'économie numérique dans les pays de l'UEMOA ;
- – contribuer à l'élaboration et assurer le suivi de la mise en œuvre d'une stratégie régionale de la BOAD, de promotion des services numériques dans les pays membres ;
- – contribuer à la mise en place d'un cadre sur la cyber sécurité et la cybercriminalité pour un environnement cybernétique plus sûr dans l'espace de l'UEMOA ;
- – proposer une stratégie de gouvernance, de protection et de gestion des données ;
- – appuyer les Etats dans le développement des e-services publics ;
- – conduire l'élaboration de la stratégie de digitalisation des activités et des services de la BOAD ;
- – appuyer la mise en œuvre de l'opérationnalisation digitale du fonctionnement de la Banque, pour lui permettre de gagner en efficacité et en agilité ;
- – encourager la mise en place de plateformes numériques partagées (cloud, gouvernance des données, identité numérique, etc.) pour l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre les experts des Etats clients ;
- – participer aux campagnes de mobilisation de ressources dédiées au financement du secteur du numérique ;
- – participer à l'élaboration des approches novatrices dans les interventions de la Banque au niveau des différents secteurs ;
- – développer un plan de travail annuel pour servir les objectifs stratégiques de la Banque dans ce domaine et assurer le leadership des projets au sein du Domaine ;
- – assurer la constitution du savoir-faire et de l'expertise de la BOAD dans la région et dans le Domaine (contribution à la rédaction d'articles, participation aux rencontres sur le sujet) ;
- – organiser l'identification, la préparation, l'évaluation de projets – contribuer aux négociations des prêts, assurer le suivi de l'exécution des projets et réaliser les missions de fin d'exécution ;
- – favoriser la création ou renforcer les concours aux véhicules spécifiques de soutien/financement des PME/PMI.

B – Profil EXIGE

- Etre titulaire d'un Bac + 5 en Sciences des Technologies, Télécommunications ou autre discipline connexe. Justifier d'au moins 10 ans d'expérience professionnelle pertinente (expérience régionale avérée en matière de régulation et de programmes régionaux de développement de l'économie numérique avec les Etats, les partenaires au développement et le Secteur privé), dont au moins cinq (5) à des postes de Management.
- Disposer d'une expérience avérée en matière de régulations et de programmes régionaux de développement de l'économie numérique avec les Etats, les partenaires au développement et le secteur privé. Disposer d'une excellente compréhension des enjeux dans l'industrie des télécommunications et l'économie numérique et être au fait des dernières innovations et des pratiques dans le secteur.
- Avoir géré des projets à caractère régional et disposer d'une bonne connaissance des enjeux de développement économique et social en Afrique, particulièrement en Afrique de l'Ouest. Avoir une très bonne capacité à élaborer des stratégies, à analyser les risques et une aptitude à convaincre et mener des projets transformatifs. Avoir une expérience en management et gestion des équipes.
- Des aptitudes en mobilisation des ressources et une qualification ou une certification en Gestion des Projets seraient un atout
- Avoir un esprit entrepreneurial et être force de propositions. Justifier d'une excellente capacité orale et rédactionnelle avoir l'intelligence des situations et une bonne stabilité émotionnelle.

II- DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra contenir une lettre de motivation et un curriculum vitæ (CV) détaillé et devra être envoyé par mail (acquisitionstalents@boad.org), à l'attention de Monsieur le Directeur du Capital Humain, au plus tard le 13 décembre 2021 à 17h30 TU.

N.B. :

- Les dossiers incomplets, non conformes ou parvenus hors délai, ne seront pas examinés. Seuls les candidats retenus pour les tests seront contactés par la Banque.
- Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Financement du développement

Le Cap-Vert accueille la Conférence économique africaine hybride 2021

L'édition 2021 de la Conférence économique africaine qui a débuté le jeudi 2 décembre, devrait donner l'occasion chefs d'État et aux décideurs politiques de partager leurs points de vue sur la façon de remodeler les modèles de financement du développement de l'Afrique.



Le Vice-Premier Ministre et Ministre des finances du Cap-Vert, Olavo Correia, déclare que ladite conférence est « une occasion extrêmement importante » pour tracer la voie du développement du continent, y compris d'explorer les moyens de mobiliser les ressources nationales et de créer des régimes budgétaires et fiscaux modernes et efficaces. Il déclare que cela est particulièrement important compte tenu de la pandémie de COVID-19. Correia affirme que c'est également le moment opportun d'étudier les moyens de lutter contre l'évasion fiscale, la fraude et d'autres infractions qui drainent les ressources. L'édition 2021, de la Conférence économique africaine est organisée par le Gouvernement du Cap-Vert dans un format hybride, conformément aux directives sanitaires prises en cas de pandémie. Un petit groupe de participants, à la conférence se réunira physiquement, à Sal, une destination touristique populaire dans la nation de l'archipel. Le reste y participera virtuellement. Ladite conférence est organisée conjointement par la Banque africaine de développement, la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement. Les partenaires ont réuni des penseurs de premier plan, dont le prix Nobel, Roger Myerson, le Vice-Premier Ministre et Ministre des finances du Cap-Vert, Cabo Verde Olavo Avelino Garcia Correia, le Président du Center for Global Development, Masood Ahmed, et le PDG du Groupe

Africa Development Solutions Samba Bathily, afin de délibérer sur les défis les plus urgents du continent. Les discussions se concentreront sur le renforcement de la position de l'Afrique dans le système financier international, en réimaginant le financement du développement et la mobilisation des ressources publiques et privées nationales à l'ère de la révolution numérique, entre autres. La croissance moyenne de l'économie africaine est estimée à 3,4%, cette année, après la pire récession connue en 50 ans, en 2020. Cependant, cette croissance pourrait être affectée négativement par la lenteur du processus de vaccination et l'incertitude des variants émergents telles qu'Omicron, rendu public la dernière semaine par des scientifiques en Afrique du Sud. La conférence s'achève le 4 décembre.

Examiner des solutions innovantes

« La pandémie de COVID-19 nous a appris que le statu quo conduira à l'échec », a déclaré Raymond Gilpin, chef de l'équipe de stratégie, d'analyse et de recherche, au bureau régional du PNUD pour l'Afrique. « Cette conférence offre un espace pour examiner des solutions innovantes et des options durables disponibles pour financer le développement des pays africains. Au cours de la conférence, nous explorerons 36 analyses empiriques innovantes qui proposent des façons de faire du développement différemment. La Conférence économique africaine de 2021 nous four-

nira une occasion unique de contribuer à une réinitialisation bien nécessaire à travers l'Afrique. « De plus en plus, le continent se tourne vers les marchés des capitaux comme source de financement, en tenant compte de l'avenir de la structure ou de la conjoncture financière de l'Afrique, ainsi qu'en tenant compte de la viabilité de la dette. Nous espérons que cette conférence sera l'occasion pour les gouvernements africains de structurer des projets qui verront la contribution en matière de financement du secteur privé dans le cadre du processus de relance », affirme Bartholomew Armah, Directeur de la Division de la macroéconomie et de la gouvernance, à la Commission économique pour l'Afrique. Le Directeur des politiques macroéconomiques, des prévisions et de la recherche, à la Banque africaine de développement, Hanan Morsy, déclare : « Le financement du développement de l'Afrique post-COVID-19 nécessitera des solutions prêtes à l'emploi afin de mobiliser davantage de ressources nationales, d'attirer davantage d'investissements privés. L'édition 2021, de la Conférence économique africaine fournira des recommandations politiques concrètes et applicables sur la façon d'atteindre ces trois objectifs, en tirant parti de la riche et vaste expérience des décideurs politiques de haut niveau, des praticiens du développement, des acteurs du secteur privé, des universitaires et d'autres parties prenantes qui participeront à la conférence ».

Avec financialafrik.com

Audiovisuel

L'ARIFF et TikTok veulent faire connaître le cinéma africain au monde entier

Avec la montée en puissance des réseaux sociaux, de nouveaux modes de consommation des contenus audiovisuels voient le jour. Etant exclusivement consacrée aux vidéos, TikTok, avec une audience mondiale d'environ un milliard d'individus, attire de plus en plus d'entreprises pour la diffusion de leurs différents événements.

L'Africa Rising International Film Festival (ARIFF) a annoncé un partenariat avec TikTok, une plateforme chinoise de réseau social de partage de vidéos. Les deux partenaires ambitionnent de faire connaître les cinéastes, les talents cinématographiques et les histoires africaines au public mondial de la plateforme. L'annonce a été faite en marge de la quatrième édition de l'ARIFF, qui s'est déroulée du 25 au 28 novembre. « Nous sommes honorés que l'objectif de TikTok de faire connaître les voix créatives africaines au monde ait trouvé un terrain d'entente avec celui de l'ARIFF. Il s'agit d'un partenariat crucial pour nous », déclare Ayanda Sithebe (photo), directeur du festival ARIFF. Ce nouveau partenariat avec TikTok s'inscrit dans la même logique que l'objectif que le festival Africa Rising s'est fixé depuis sa création en



2018. Il s'agit de trouver des moyens uniques et innovants pour attirer les cinéphiles du monde entier à consommer numériquement du contenu produit en Afrique, conformément aux tendances actuelles. A cet effet, l'initiative « Digital Hub » de l'ARIFF présente des séries web, de la réalité virtuelle, des contenus interactifs de courte durée développés et produits sur le continent africain. Ces contenus étaient exclusivement disponibles sur TikTok durant toute la durée du

festival. La spécificité de ce nouveau partenariat entre l'ARIFF et TikTok réside en ce que la plateforme de réseautage social par partage de vidéos est gratuite et accessible dans plus de 150 pays dans le monde entier avec une audience estimée à plus d'un milliard d'utilisateurs mensuels. En outre, ce n'est pas la première fois qu'une entreprise s'allie au réseau social pour diffuser ses événements.

Avec Agence Ecofin

Bénin

La SGDS-GN digitalise 550 tricycles pour la collecte des déchets

Au Bénin, la digitalisation des installations dédiées à la salubrité et la gestion des déchets solides dans le grand Nokoué démarre. Approuvé en 2020 par le gouvernement béninois, le projet de la Société de gestion des déchets solides et de la salubrité du grand Nokoué (SGDS-GN) aboutira à la digitalisation de 550 tricycles par des GPS (Global Positioning System).

Plus d'un an après la fourniture de 550 tricycles à 69 petites et moyennes entreprises (PME) dans le grand Nokoué au Bénin, la Société de gestion des déchets solides et de la salubrité du grand Nokoué (SGDS-GN) lance la digitalisation de ces engins à trois roues. Selon le directeur général de la SGDS-GN, Valery Lawson, ce nouveau projet permettra de suivre et d'évaluer efficacement les prestations de collecte des déchets solides proposées par les PME auprès des ménages. Le grand Nokoué produit annuellement plus de 450 000 tonnes par an, dont 46 % organiques, 5,5 % recyclables et 35 % de matières fines de sables, indique Valery Lawson.

La subvention de la France

Le projet de digitalisation des équipements dédiés à la gestion des déchets dans le grand Nokoué sera mis en œuvre en deux phases. Dans un premier temps tous

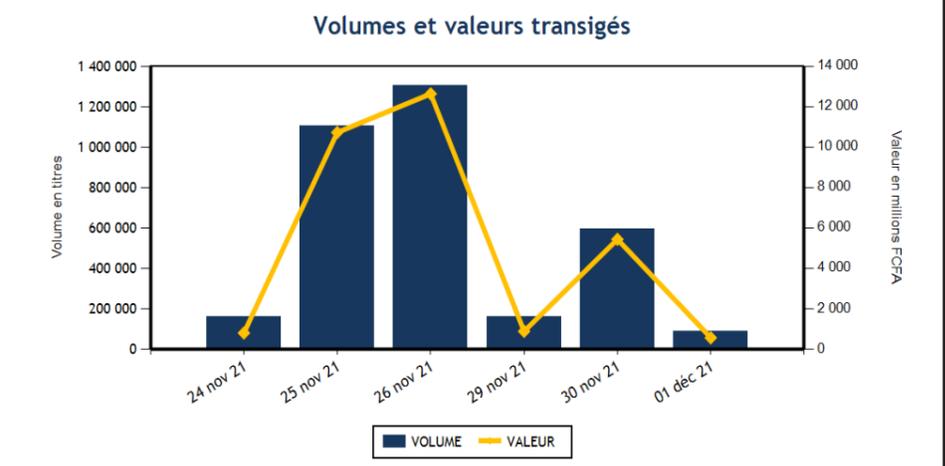
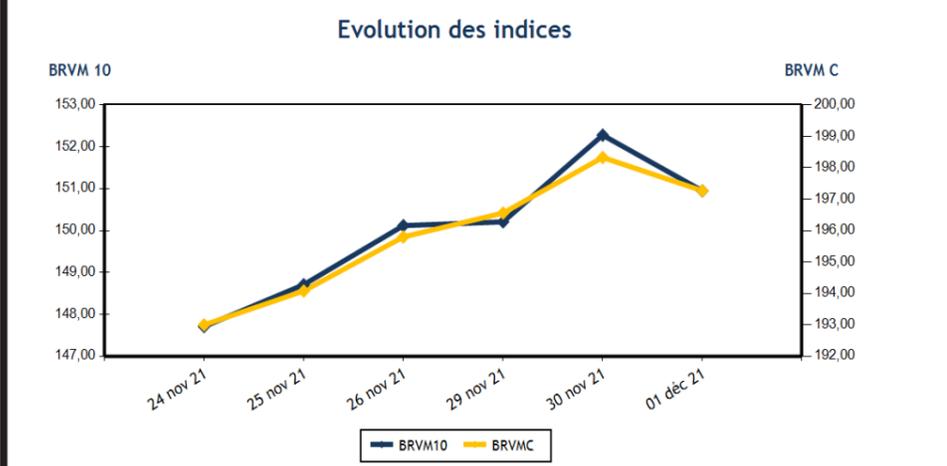


les véhicules de collecte seront équipés de balises GPS (Global Positioning System). Une plateforme Web sera ensuite mise en place pour « récupérer toutes les données historiques des parcours des tricycles, créer des activités théoriques et donc de faire l'analyse entre la théorie et la réalisation. L'idée est de recréer de nouveaux circuits, optimiser les moyens et les personnels pour que la collecte soit plus efficace et moins coûteuse », explique Christophe Sarrut, le directeur du Fasep (Fonds d'études et d'aide au secteur privé). La SGDS-GN finance ce projet grâce une subvention de la Direction générale du Trésor français,

accordée via le Fasep. Outre le renforcement de l'efficacité des PME opérant dans le secteur de la salubrité et de la gestion des déchets dans le grand Nokoué, l'initiative bénéficiera aux ménages. En tout ce sont 600 000 foyers qui seront débarrassés de leurs déchets « en temps et en heure » dans la zone concernée. Actuellement, les déchets collectés sont stockés dans une cinquantaine de points de regroupement que compte le grand Nokoué. En septembre 2021, une vingtaine de dépotoirs a été équipée d'unités pour le tri et la valorisation des déchets ménagers recyclables.

Avec [afrik21](http://afrik21.com)

BRVM 10	150,95	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 230 mercredi 1 décembre 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	197,27
Variation Jour	↓ -0,87 %		Variation Jour	↓ -0,53 %
Variation annuelle	↑ 15,33 %		Variation annuelle	↑ 35,70 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 934 651 296 801	-0,53 %
Volume échangé (Actions & Droits)	56 943	-52,55 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	241 833 797	-54,69 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	11	-35,29 %
Nombre de titres en baisse	17	21,43 %
Nombre de titres inchangés	14	27,27 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 100 577 030 292	0,00 %
Volume échangé	32 344	-93,17 %
Valeur transigée (FCFA)	324 534 940	-93,38 %
Nombre de titres transigés	6	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	6	

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	2 365	7,50 %	294,17 %
SAFCA CI (SAFC)	550	6,80 %	96,43 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 795	5,59 %	11,49 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	6 000	1,78 %	60,00 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	895	1,70 %	49,17 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	4 260	-7,39 %	246,34 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 300	-6,81 %	261,11 %
UNIWAX CI (UNXC)	2 060	-3,06 %	106,00 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	11 210	-2,52 %	38,48 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	4 000	-2,44 %	-3,61 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	102,74	-0,34 %	183,42 %	7 698	30 060 050	21,85
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	449,67	-0,13 %	9,55 %	8 170	53 037 510	7,94
BRVM - FINANCES	15	72,73	-0,53 %	21,24 %	14 680	64 433 052	13,78
BRVM - TRANSPORT	2	593,49	0,00 %	56,72 %	6 809	16 870 400	9,91
BRVM - AGRICULTURE	5	249,12	0,31 %	187,87 %	8 787	52 566 715	15,60
BRVM - DISTRIBUTION	7	432,43	-2,63 %	90,98 %	10 642	24 752 245	27,12
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	894,56	0,00 %	158,93 %	157	113 825	4,20
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,82	
Taux de rendement moyen du marché	6,02	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,69	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	320 606,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 753 066 169,64	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,50	
Ratio moyen de satisfaction	17,58	
Ratio moyen de tendance	3 493,94	
Ratio moyen de couverture	2,86	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	1,33	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86 - Fax : +225 20 32 66 84 - Mail : brvm@brvm.org - Site Web : www.brvm.org

Zone euro

L'inflation à un niveau record en novembre tirée par l'énergie

Le taux d'inflation dans la zone euro a atteint un niveau record en novembre, à 4,9% sur un an, toujours propulsé par des prix de l'énergie en hausse constante.

Jamais Eurostat n'avait enregistré un tel chiffre depuis le début de ses estimations il y a plus de vingt ans. Le taux d'inflation dans la zone euro a atteint 4,9% sur un an en novembre. En octobre, le taux d'inflation dans les 19 pays ayant adopté la monnaie unique avait déjà bondi à 4,1% en glissement annuel, au plus haut depuis juillet 2008, toujours selon cette première estimation mensuelle de l'Office européen de statistiques. Depuis juin, l'inflation a progressé chaque mois en zone euro: elle avait atteint 3% en août, toujours en glissement annuel, avant de grimper de 3,4% en septembre.

Flambée de l'énergie

En novembre, les prix à la consommation ont de nouveau été propulsés par la flambée du coût de l'énergie qui «devrait connaître le taux annuel le plus élevé en novembre (+27,4%, comparé à 23,7% en octobre)», a précisé mardi Eurostat dans un communiqué. Parmi les autres composantes de l'inflation dans la zone euro sont cités



● L'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et l'Espagne sont particulièrement touchés par l'inflation, selon Eurostat. REUTERS

le secteur des services (2,7%, comparé à 2,1% en octobre), celui des biens industriels hors énergie (+2,4%, contre 2,0% en octobre) puis l'alimentation, alcool et tabac (2,2%, après 1,9% en octobre).

Objectifs atomisés

En Allemagne, première économie de la zone euro, l'inflation a culminé à plus de 5% en novembre sur un an (5,2% après 4,5% en octobre), selon l'office national des statistiques Destatis. L'indice des prix, harmonisé, qui sert de référence au ni-

veau européen, a lui affiché une hausse de 6% sur un an, atomisant l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE) d'une inflation à 2% dans la zone euro. D'après les chiffres d'Eurostat, le taux d'inflation sur un an, particulièrement élevé dans les trois pays baltes (à 7,4% ou au-delà), est également supérieur à la moyenne de la zone euro en Belgique (7,1%), en Espagne (5,6%) et aux Pays-Bas (5,6%). En France et en Italie il s'affiche, toujours pour novembre, à respectivement 3,4 et 4,0%.

(AFP)

Nouvelles menaces

Les vrais «James Bond» ont besoin de l'aide de la tech

«C», alias le chef du MI6, estime que son service ne peut plus faire tout seul, comme Q dans les films Bond. Il appelle à s'adapter aux menaces venant d'États comme la Chine ou la Russie.

Le renseignement extérieur britannique, le MI6, doit travailler avec le secteur de la tech pour être plus efficace face aux menaces terroristes, criminelles et venues d'États hostiles, va plaider mardi son chef, Richard Moore, lors d'une rare allocution publique. Selon des extraits de son discours, le patron du MI6, seul membre du service dont le nom est public, expliquera que les services de renseignement ne peuvent lutter seuls face aux avancées technologiques comme l'intelligence artificielle. Il s'exprimera lors d'un discours à l'Institut international d'études stratégiques, un groupe de réflexion basé à Londres. «Nos adversaires mettent de l'argent et de l'ambition dans l'intelligence artificielle, l'informatique quantique et la biologie de synthèse, car ils savent que la maîtrise de ces technologies leur donnera un avantage», doit dire M. Moore, qui a pris en octobre 2020, le poste de chef du MI6, où il est connu sous le nom de «C».

Partenariats avec la tech

«Un service de renseignement doit être à l'avant-garde de ce qui est technologiquement possible. Ce qui est nouveau, c'est que nous poursuivons maintenant des partenariats avec la communauté technologique pour aider à développer des technologies d'envergure internationale pour résoudre nos plus grands problèmes de missions, et ceux du MI5 et du GCHQ», autres services de renseignement britanniques. «Contrairement à Q dans les films Bond, nous ne pouvons (plus) tout faire en interne», doit déclarer M. Moore, en référence au personnage de la saga 007, pas en matière de nouvelles technologies. Cela représente selon lui un «changement radical dans la culture, l'éthique et la façon de travailler du MI6» qui s'est auparavant appuyé sur ses «propres capacités pour développer les technologies» de premier plan. Mais M. Moore doit expliquer que les menaces criminelles, terroristes et émanant d'États hos-

tiles «augmentent de façon exponentielle».

Plus de progrès en dix ans qu'en un siècle

Il a prévu d'avertir que «selon certaines évaluations, nous pourrions connaître plus de progrès technologiques les dix prochaines années qu'au cours du siècle dernier, avec un impact en termes de perturbations égal à celui de la révolution industrielle.» Dans une interview à la BBC, M. Moore a cité la Chine et la Russie parmi les menaces existantes. Il a expliqué que les capacités d'intelligence artificielle de la Chine lui permettent de «récolter des données du monde entier» et que le pays «essaie également d'user de son influence par le biais de ses politiques économiques pour essayer et parfois, réussir à prendre des gens dans ses filets», a-t-il déclaré. Pékin s'appuie sur ces «pièges des données et pièges de la dette» pour exercer une influence sur les pays et les personnes, a-t-il expliqué.

(AFP)

Football

La Juventus fera «la lumière» sur les transferts contestés

La Juventus est «convaincue de pouvoir faire toute la lumière» sur les aspects comptables contestés de certains transferts récents, examinés par la justice, a assuré mardi son patron.

«Le club collabore avec les enquêteurs et est convaincu de pouvoir faire la lumière sur les aspects contestés», a déclaré mardi John Elkann, le patron de la holding Exor qui chapeaute la Juventus, le plus titré des clubs de football italiens, selon des propos rapportés par les médias italiens. «Dans le parcours d'un club, il y a des moments difficiles et l'important est de les affronter. Je suis certain que l'avenir de la Juventus sera aussi grand que son passé», a ajouté le dirigeant de la holding de la famille Agnelli. En fin de semaine dernière, la brigade financière de la police italienne a perquisitionné les bureaux de la Juventus, dans le cadre d'une enquête sur des transferts récents de joueurs qui auraient pu donner lieu à la publication de faux montants dans les bilans du club, selon une source judiciaire. L'enquête porte sur les mouvements de joueurs de ces trois dernières saisons, et sur la manière dont les résultats financiers annuels ont été présentés, entre 2019 et 2021.

Soixantaine de transferts analysés

Six dirigeants du club turi-

(AFP)

Banques punies par l'UE

Credit Suisse écope de 83,3 millions d'euros d'amende

Le No 2 bancaire helvétique a été sanctionné avec quatre autres banques par la Commission européenne pour entente. Pour avoir révélé l'affaire, UBS s'en sort sans amende.

La Commission européenne a infligé jeudi un total de plus de 344 millions d'euros (environ 358,6 millions de francs) d'amendes aux banques Barclays, Royal Bank of Scotland (RBS), HSBC et Crédit Suisse, reconnues coupables d'entente sur le marché des opérations de change. Pour avoir révélé l'affaire auprès de la Commission, la banque helvétique UBS a bénéficié d'une immunité totale qui lui a permis d'échapper à 94 millions d'euros d'amende malgré son implication dans les pratiques frauduleuses.

Ententes entre traders

Ces amendes clôturent le troisième volet d'une enquête menée depuis 2013 et qui avait déjà donné lieu à 1,07 milliard d'euros d'amendes en 2019. Cette enquête a révélé que des traders chargés des opérations de change



● Les bureaux de la Juventus (ici l'Allianz Stadium) ont été perquisitionnés par la brigade financière la semaine passée. imago images/LaPresse

Selon les médias, les enquêteurs s'intéresseraient à un total de 282 millions d'euros de plus-values déclarées par le club. Mais ces investigations ne concernent pas que la Juventus: une soixantaine de transferts en tout seraient examinés, dont une quarantaine concernent le club aux 36 titres de champion d'Italie. Le paiement de certains arriérés de salaire de Cristiano Ronaldo, parti cet été à Manchester United, est aussi examiné, selon la «Gazzetta dello Sport».

Valeur des joueurs gonflée?

nois sont dans le collimateur de la brigade financière, selon les médias. Le club a confirmé que figuraient parmi eux le président Andrea Agnelli, le vice-président et ancien joueur tchèque Pavel Nedved, ainsi que l'ancien directeur sportif Fabio Paratici, qui travaille désormais en Angleterre, à Tottenham. Le mois dernier, la Fédération italienne de football (FIGC) a lancé sa propre enquête sur des transferts douteux, qui auraient donné lieu à un gonflement artificiel de la valeur des joueurs, pour des raisons comptables.



au comptant sur certaines devises, agissant au nom des banques sanctionnées, se coordonnaient dans leurs stratégies de négociation. «Nos décisions en matière d'ententes rappellent clairement que la Commission a la volonté ferme de veiller à ce que le secteur financier soit sain et concurrentiel», a déclaré la commissaire à la Concurrence, Margrethe Vestager, citée dans un communiqué. La collusion des cinq banques «a porté atteinte à l'intégrité du secteur financier au détriment de l'économie et des consommateurs européens», a-t-elle souligné.

Amendes variables

Le règlement de l'affaire a fait l'objet d'une transaction avec quatre des cinq groupes impliqués. Les trois établissements britanniques Barclays, RBS et HSBC ont bénéficié de réductions de leur amende pour avoir reconnu les faits et avoir collaboré à l'enquête. Leurs sanctions financières s'élèvent respectivement à 54,3 millions d'euros, 32,5 millions d'euros et 174,3 millions d'euros. Credit Suisse, en revanche, n'a pas coopéré, et n'a donc pas bénéficié des réductions prévues par les procédures de clémence. La banque écope de 83,3 millions d'euros d'amende (environ 86,8 millions de francs). Ces sanctions tiennent compte de la valeur des ventes réalisées par chacun des groupes en Europe, du degré de gravité et de la durée des infractions constatées.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Deuxième séminaire sur les opportunités d'affaires (e-BOS)	12- 13 octobre 2021	Virtuel	BOS@AFDB.ORG et F.BENYAHIA@AFDB.ORG
3ème forum économique et commercial Turquie-Afrique	Date : 21 et 22 octobre 2021	Istanbul Congress Center	http://www.turkeyafricaforum.org/fr/
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Forum sur le financement des engrais en Afrique orientale et australe	28 octobre 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/en/affm
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
Conférence sur la politique foncière en Afrique, CLPA 2021	2 - 4 novembre 2021	Kigali, Rwanda	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE finance

Bélier D'excellentes influences planétaires vous permettront en principe d'aborder cette journée sans trop de soucis. Mais il vous faudra tout de même faire attention aux mauvais aspects de Mars et Saturne, qui affecteront momentanément votre équilibre budgétaire. Une dépense importante et imprévue concernant votre maison ou votre voiture est possible.

Taureau Il vous arrive parfois d'être très généreux puis, à d'autres moments, d'être incroyablement près de vos sous. Ce jour vous aurez les moyens de ne pas avoir de problèmes d'argent. Pour une fois, vous pourrez suivre vos impulsions sans avoir à calculer. Vous adorez dépenser : ce sera le moment ! Quelqu'un qui vous aime volera même à votre secours si vraiment vous allez trop loin.

Gémeaux Vous serez très accrocheur, très persuasif, très tenace pour défendre vos intérêts financiers. Tant mieux, parce que, parallèlement, vous aurez des envies quasiment irrésistibles de dépenses.

Cancer De nombreux bouleversements financiers tout à fait imprévisibles pourraient vous faire perdre beaucoup d'argent. Aussi, si vous tenez absolument à spéculer, prenez au moins l'avis de spécialistes, qui vous éviteront peut-être des placements hasardeux.

Lion Vous tracerez votre sillon, consciencieusement, scrupuleusement. Mais ce côté bossueur ne vous empêchera pas d'utiliser votre imagination et surtout votre flair accru en matière financière. Résultat : vous améliorerez sensiblement votre situation matérielle.

Vierge Les influences planétaires vous seront particulièrement favorables en cette journée. A vous de savoir profiter de cette aubaine et de vous tenir à l'affût des bonnes affaires. Les circonstances vous permettront de réaliser des transactions financières très lucratives.

Balance

Compte tenu de cette configuration de Mercure, vous pouvez espérer une belle éclaircie sur le front financier. Revenus en hausse ou dettes enfin épurées. Quoi qu'il arrive, une chose est sûre : vous serez plus à l'aise.

Scorpion

Mercure en cet aspect communiquera à tous ceux qui manient l'argent, une habileté particulière. Ce sera le moment ou jamais d'en consulter un afin de réaliser un placement ou une spéculation dans les conditions les plus avantageuses possible.

Sagittaire

L'ambiance astrale sera assez neutre. L'action de la planète principale, Saturne, sera peu influente sur le plan financier, où elle pourrait suggérer des placements utiles qui demandent une certaine audace et l'esprit de décision.

Capricorne

Sur le plan financier, vous gèrerez votre budget avec une plus grande rigueur et vous consoliderez progressivement votre situation matérielle.

Verseau

L'influence de Mars pourra avoir deux conséquences. D'un côté, cette planète va vous inciter à vous donner beaucoup de mal pour améliorer vos revenus, ce qui est évidemment très positif. Mais de l'autre, elle risque de vous souffler des envies d'achats impulsives, vous tournant sérieusement la tête, au point de vous faire signer un chèque ou souscrire un emprunt largement au-dessus de vos moyens !

Poissons

Les influx de Jupiter vous inclineront à faire des économies. Aussi sera-t-on très étonné de votre réticence à ouvrir votre portefeuille aujourd'hui, ce qui n'est pas dans vos habitudes. Continuez dans cette voie.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**-----
La Commission
-----**Communiqué de presse****DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DES ENERGIES RENOUVELABLES DANS L'ESPACE
UEMOA**

Les Ministres en charge de l'Energie des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en concertation le 3 décembre 2021 à Ouagadougou.

Au cours de la réunion, les Ministres auront à examiner pour approbation le projet de Directive fixant les mesures incitatives pour le développement et la promotion des énergies renouvelables dans l'espace UEMOA.

Pour rappel, dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Energétique Commune (PEC), le Conseil des Ministres de l'UEMOA a adopté en septembre 2009, la stratégie dénommée « Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IRED) ». Cette stratégie régionale vise à augmenter le taux d'accès des populations aux services énergétiques modernes et à réduire le coût moyen de production de l'énergie électrique dans l'espace UEMOA. Elle permettra également d'accroître la part des énergies renouvelables (hydroélectricité, solaire, éolien) dans le parc de production énergétique de l'Union.

Pour atteindre ces objectifs, un projet de directive a été élaboré en vue de créer un environnement favorable au développement des énergies renouvelables dans l'espace communautaire.

La cérémonie d'ouverture aura lieu le vendredi 3 décembre à partir de 8h 30mn à l'hôtel Bravia de Ouagadougou.

La rencontre ministérielle sera précédée d'une réunion préparatoire des experts, du 30 novembre au 2 décembre 2021 à Ouagadougou.

Contacts presse : Mora DANDAGUI SERO

mdandagui@uemoa.int

DCOMINFOS@uemoa.int

Ouagadougou, le 30 novembre 2021

La Direction de la Communication

Convention de Rotterdam

Le Togo évalue le niveau de la mise en œuvre

Le conseiller technique du ministère de l'environnement et des ressources forestières, Monkouna Lardja, a procédé à l'ouverture ce mercredi 1 décembre 2021, à l'atelier de formation sur le renforcement de la mise en œuvre de la convention de Rotterdam au Togo.



● Bernard AFAWOUBO

En vue d'évaluer le niveau de la mise en œuvre de la convention de Rotterdam au Togo et d'étudier les contours du commerce illicite des produits chimiques dans le pays afin d'envisager une stratégie pour contrer le phénomène, un atelier de formation s'est ouvert le mercredi 1 décembre 2021 à Lomé. Au cours de cet atelier de formation sur le renforcement de la mise en œuvre de la convention de Rotterdam au Togo, il sera question de proposer des actions viables visant à réduire les risques sanitaires et environnementaux des pesticides dans les communautés rurales du pays. A en croire Monkouna Lardja, Conseiller technique du ministère de l'environnement et des ressources forestières, plusieurs milliers de substances chimiques sont fabriquées et vendues de par le monde. Ces substances servent la plupart pour répondre aux besoins spécifiques dans plusieurs domaines notamment l'agriculture, la protection de la santé et le développement industriel. Il urge que la communauté internationale adopte des instruments internationaux pour assurer une ges-

tion écologiquement rationnelle des produits chimiques comme la convention sur l'interdiction des armes chimiques, la convention de Minamata sur le Mercure, la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, l'approche stratégique pour la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) et la convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet de commerce international. « Dix-sept ans après la ratification de la convention de Rotterdam, le Togo tout comme la plupart des pays en développement peine encore à mettre efficacement en œuvre cette convention. Cette situation conduit à l'augmentation des risques sanitaires et environnementaux surtout parmi les communautés rurales où l'on assiste aujourd'hui à la vente anarchique et à l'usage tout azimut des pesticides par une population paysanne qui ignore le plus souvent les risques inhérents à ces produits » a indiqué Monkouna Lardja. Avant d'ajouter qu'à cette phase, il s'agit d'évaluer les risques environne-

mentaux des pesticides dans les préfectures de Bassar et Moyen-mono qui serviront de cadre pilote au projet. Soulignons que la Convention de Rotterdam est une convention internationale engagée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. La Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international est un accord environnemental multilatéral qui contribue à améliorer la protection sociale et environnementale en sensibilisant les pays aux problèmes présentés par le commerce et l'utilisation de produits chimiques dangereux, et en les encourageant à exercer leur part de responsabilité en la matière. La FAO et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) exercent conjointement la fonction de Secrétariat de la Convention, laquelle contribue aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour faciliter le partage des informations relatives aux produits chimiques dangereux.

Volontariat

Le CRV Centrale anime sur les opportunités pour la jeunesse

Pour la promotion du volontariat national et son ancrage en région, le CRV- Centrale a animé une émission sur les ondes de la radio Tchamba FM, ce mardi 30 novembre 2021 avec pour thème : «Le volontariat et ses opportunités pour la jeunesse.»

Cette émission a été co-animée par messieurs AWISSOKI Eyassiman et DJABADE Seïd respectivement chargé de suivi des VNC de Tchamba et animateur de terrain des VEC de Tchamba 2. Qu'est-ce que l'ANVT?, Quelle est sa vision et sa mission?, Comment se fait la gestion du volontariat national?, Quelles sont les cibles avec lesquelles travaille l'ANVT et quelles sont les formes de volontariat mises en œuvre?, quelle différence y'a-t-il entre le volontariat et l'emploi, Quelles sont les opportunités du volontariat pour les jeunes et les statistiques d'insertion des volontaires nationaux de compétences et VEC? etc., tels ont été les quelques points développés. Afin d'assurer une bonne compréhension et éviter toute confusion entre le volontariat et l'emploi, les animateurs sont revenus sur les objectifs des dispositifs que l'Etat a créé en faveur de l'emploi des jeunes. Et pour l'ANVT, c'est un dispositif mis en place pour renforcer l'employabilité des jeunes. À travers l'engagement des jeunes dans le volontariat, ceux-ci se valorisent et acquièrent des compétences pour être compétitif sur le marché de l'emploi. Pour rendre témoignage



des opportunités qu'offre le volontariat à travers l'engagement des jeunes, un ancien VNC de la vague 13 et un VEC installé ont partagé leur expérience dans le volontariat avec les auditeurs. Dans son intervention, monsieur ASSOU Amemavo, a mentionné que le volontariat lui a permis de décrocher un contrat de travail auprès de sa structure d'accueil à la fin de sa mission. Quant à M. DERMANE Aminou, son appartenance à un Groupement d'Épargne et de Crédit (GEC) et les formations reçues sur les compétences de vie et l'entrepreneuriat ont facilité l'ouverture de son atelier de couture-broderie. Il faut rappeler que le volontaire qui donne de son temps et met ses compétences au service de la collectivité bénéficie d'une valorisation personnelle, d'une reconnaissance légale sous forme de statut, d'un

complément de formation/professionnalisation qui lui procure un approfondissement de ses connaissances à travers des formations ciblées et des échanges. Il devient plus compétitif sur le marché de l'emploi, etc. En rappel, L'ANVT est un Etablissement Public doté de personnalité morale et de l'autonomie financière dont la mission est de «valoriser les ressources humaines, à travers le volontariat, et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres par la mise à disposition des compétences nationales». Sa vision est de faire du volontariat un outil innovant et inclusif d'appui au développement humain durable, notamment la consolidation des institutions publiques, l'autonomisation des collectivités locales, et des organisations de la société civile.

Avec togoanvt.org

AC Milan

Zlatan Ibrahimovic ouvre la porte à une prolongation

Battu le week-end dernier par Sassuolo (1-3), l'AC Milan s'est repris mercredi en allant s'imposer sur la pelouse du Genoa (0-3). Une large victoire initiée par l'ouverture du score de Zlatan Ibrahimovic à la 10e minute de jeu.

En fin de contrat en juin prochain, le Suédois a laissé entendre qu'il pourrait prolonger son bail avec les Rossoneri. D'abord interrogé sur la prolongation de son entraîneur, Stefano Pioli, Ibrahimovic s'est félicité de cette nou-



velle : « il le mérite, il a fait un excellent travail et doit

continuer à faire ce qu'il fait. Tout ce qui lui revient est mérité. » Mais il a également déclaré que « s'il prolonge, je dois prolonger avant » en rigolant.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

NOUVEAUX PACKS

Sanlam AUTO

L'ASSURANCE QUI ME DONNE LE CHOIX

- 🏆 PACK AVANTAGE
- 📈 PACK ÉVOLUTIVE
- 🪑 PACK CONFORT
- 🦋 PACK LIBERTÉ



CMJN

Contactez-nous

22 53 59 00
22 22 98 98

www.tg.sanlam.com



Vivez en toute confiance